

Admettons un instant que les impôts indirects extorqués aux ouvriers, ce qui signifie une réduction de leur consommation, sont entièrement utilisés à payer les traitements des fonctionnaires d'Etat et à alimenter l'armée régulière. Il n'y aura alors pas de changement dans la reproduction du capital social dans son ensemble. Les deux sections II et I restent constantes parce que la société, dans son ensemble, exige encore les mêmes sortes de produits et dans les mêmes quantités. Seul *v* en tant que marchandise « force de travail » a changé de valeur par rapport aux produits de la section II, c'est-à-dire par rapport aux moyens de subsistance. La même quantité de monnaie représentant la force de travail *v* est maintenant échangée pour une quantité moindre de moyens de subsistance. Qu'arrive-t-il aux produits de la section II qui restent alors ? A la place des ouvriers, ce sont maintenant les fonctionnaires d'Etat et l'armée régulière qui les reçoivent. Les organes de l'Etat capitaliste reprennent pour eux la consommation des ouvriers, exactement sur la même échelle. Bien que les conditions de la reproduction soient restées stables, il y a eu une redistribution du produit total. Une partie des produits de la section II, initialement prévus entièrement pour la consommation des ouvriers en équivalent de *v*, est maintenant allouée aux parasites de la classe capitaliste pour leur consommation. Du point de vue de la reproduction sociale, tout se passe comme si la plus-value relative avait été initialement supérieure d'une certaine quantité, laquelle est ajoutée à la consommation de la classe capitaliste et de ses parasites.

Jusque là l'exploitation brute des travailleurs, par le mécanisme de l'impôt indirect, pour l'entretien des fonctionnaires de l'Etat capitaliste équivalait simplement à un accroissement de la plus-value, c'est-à-dire de la partie de celle-ci qui est consommée. La différence réside en ce que ce nouvel enlèvement de plus-value au capital variable ne survient que plus tard, après qu'ait été accompli l'échange entre le capital et le travail. Mais la consommation par les organes de l'Etat capitaliste n'a pas de portée sur la réalisation de la plus-value *capitalisée*, parce que la plus-value additionnelle pour cette consommation — bien qu'elle se fasse aux dépens des ouvriers — est créée après coup. D'autre part, si les ouvriers ne payaient pas la plus grande partie de l'entretien des fonctionnaires, ce seraient les capitalistes eux-mêmes qui auraient à en supporter tous les frais. Une partie correspondante de leur plus-value devrait être directement assignée au maintien des organes de leur domination de classe, soit aux dépens de la production qui devrait être corrélativement réduite, soit — ce qui est plus probable — en provenance de la plus-value destinée à leur consommation. Les capitalistes devraient capitaliser sur une échelle moindre parce qu'ils auraient à contribuer davantage à la préservation immédiate de leur propre classe. Dans la mesure où ils transfèrent à la classe ouvrière (et aussi aux représentants de la production simple de marchandisés, tels que les paysans et les artisans) la charge principale de leurs parasites, les capitalistes ont une plus grande partie de plus-value disponible pour la capitalisation. Mais jusque là n'est née aucune occasion d'effectuer une telle *capitalisation*, c'est-à-dire qu'aucun marché n'est devenu disponible pour la plus-value, marché dans lequel elle pourrait produire et réaliser de nouvelles marchandises. Mais lorsque les sommes amassées par les Finances au moyen des impôts sont utilisées à la production d'armements, le tableau change.

Au moyen des impôts indirects et des tarifs protecteurs élevés, la note du militarisme est réglée principalement par la classe ouvrière et les paysans. Il faut considérer séparément ces deux sortes d'impositions. Du point de vue de l'économie, en ce qui concerne la classe ouvrière cela équivalait à ce qui suit : à condition que les salaires ne soient pas élevés de manière à compenser la hausse du prix des aliments — ce qui est à présent le sort de la plus grande partie de la classe ouvrière, y compris de la minorité organisée syndicalement, en raison de la pression des cartels et des organisations patronales (2) — l'impôt indirect signifie qu'une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière est transférée à l'Etat. Maintenant comme avant, le capital variable, en tant que quantité fixée d'argent, mettra en mouvement une quantité appropriée de travail vivant, c'est-à-dire servira à employer la quantité appropriée de capital constant dans la production et à produire la quantité correspondante de plus-value. Aussitôt que le capital a complété son cycle, il est divisé entre la classe ouvrière et l'Etat : les ouvriers abandonnent la partie qui est destinée à l'Etat de l'argent qu'ils reçoivent comme salaires. Le capital s'est approprié totalement l'ancien capital variable sous sa forme matérielle, comme force de travail, mais la classe ouvrière ne retient qu'une partie du capital variable sous forme d'argent, l'Etat en exigeant le reste. Et ceci arrive invariablement après que le capital a parcouru son cycle entre le capitaliste et l'ouvrier ; cela a lieu, pour ainsi dire, dans le dos du capital, sans s'attaquer en un point quelconque directement aux stades vitaux de la circulation du capital et de la production de plus-value, de sorte que cela ne concerne pas immédiatement cette production. Cependant, cela affecte tout de même les conditions de la reproduction

(2) Ce serait dépasser le cadre du présent traité que de s'occuper des cartels et des trusts en tant que phénomènes spécifiques de la phase impérialiste. Ils sont dus à la concurrence inférieure qui existe entre groupes capitalistes pour un monopole des sphères existantes d'accumulation et pour la distribution des profits.